

bles canadiens à leur perte et a même réussi à le faire, dans certains cas.

Selon les gens qui ont comparu devant le comité des finances, les fabricants canadiens et les économistes, les niveaux d'imposition ont atteint leur plafond. Il est impossible d'augmenter davantage le fardeau fiscal du contribuable canadien. Le gouvernement a décidé de ne pas hausser les impôts parce que le contribuable canadien n'a plus un sou. Toutefois, il existe une mesure d'indexation qui les hausse automatiquement et subrepticement.

• (1240)

La taxe d'accise, ou la taxe sur les vices comme on l'appelle, c'est-à-dire sur l'essence et l'alcool, a été haussée jusqu'à la limite. Mes électeurs et les gens de ma région qui vivent dans des villes frontalières du Canada traversent la frontière en automobile et font le plein à Detroit et dans les villes frontalières des États-Unis avec de l'essence produite au Canada, parce que la taxe sur l'essence au Canada en double presque le prix. La même essence canadienne achetée à Detroit coûte la moitié de ce qu'elle coûte à Windsor.

Il y a là un problème avec notre structure fiscale. La taxe sur les ventes des fabricants, la faucheuse d'emplois, comme la décrit le ministre des finances, a été haussée à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'elle soit deux fois et demie plus élevée que lorsque le ministre est entré en fonction. Puis, la panacée est une nouvelle taxe, la TPS que le gouvernement a proposée, une TPS qui réglera tous les problèmes. Ce sera le plus bel arnaque fiscal de tous les temps et cette taxe entrera en vigueur pendant la présente année budgétaire.

Le gouvernement vient de déclarer qu'il présente un budget exempt de nouvelle taxe. Quelle surprise! L'impôt sur le revenu et la taxe d'accise ont été haussés jusqu'à la limite, le gouvernement a présenté une taxe sur les produits et services à un niveau scandaleux—elle montera sans cesse—et on nous dit maintenant qu'il n'imposera pas de nouvelles taxes. Quel changement! Mais les Canadiens savent qu'il y a de nouvelles taxes.

J'essaie d'imaginer ce qu'a pu être la réunion du cabinet lorsqu'on a décidé d'adopter la formule «sans nouvelles taxes». Il y a quelqu'un là-bas qui se gratte la tête. Eh bien, vous savez que nous avons frappé les contribuables canadiens de tous les impôts possibles. Tous les groupes d'intérêt nous disent de cesser. Que pouvons-nous faire? Et quelqu'un propose: laissons les provinces payer la note. Si nous cessons de respecter nos engagements envers les provinces en matière de paiements de transfert, elles pourront alors payer 2, 3, 4, voire 7,5 milliards

Le budget

de dollars sur notre dette, ce qui redorera le blason du gouvernement fédéral. Nous essayons depuis cinq ans de réduire cette dette qui s'élève à 30 milliards de dollars. Si les provinces en paient une partie, nous pourrions la réduire à 28,5 milliards et nous en obtiendrions tout le mérite.

Or, le public canadien se rend compte de ce que le gouvernement a fait. Tous les contribuables versent des impôts aux municipalités, aux provinces et au gouvernement fédéral. Si on transfère le fardeau du gouvernement fédéral aux provinces, les contribuables continueront de payer les mêmes montants. Ce budget n'a que transféré un montant d'impôt énorme du gouvernement fédéral aux provinces.

Le premier ministre de l'Ontario a laissé entendre que la province devra percevoir des recettes supplémentaires de 495 millions de dollars pour répondre à ses besoins. Il a également dit que le budget fédéral entraînerait des privations pour les enfants de l'Ontario, parce que les problèmes ont été transférés du gouvernement fédéral aux provinces. L'Ontario n'est pas la seule province touchée.

Par sa stratégie, le ministre des Finances n'a fait qu'amener tous les premiers ministres à dénoncer son budget et à se mettre en colère, parce qu'ils savent que le gouvernement fédéral se décharge d'une lourde dette qu'il a accumulée ces cinq dernières années pour en faire désormais reposer le fardeau sur les épaules des provinces. C'est une honte, car les provinces dont les dirigeants ont été de bons gestionnaires, qui ont fait de leur mieux pour être francs avec leurs administrés et qui ont augmenté leurs taxes et leurs impôts en accord avec leurs dépenses, s'en trouvent pénalisées. Toutes les provinces du pays vont porter les conséquences de ce budget.

Ce transfert du fardeau ne peut certes pas nous paraître équitable à quelque point de vue que ce soit, et c'est pourtant un transfert de taille. Il vient de changer son point de mire pour ramener le déficit en-deça de 30 milliards de dollars, mais au détriment des provinces et des municipalités.

Voyons seulement deux mesures budgétaires en particulier qui vont frapper certains groupes. La réduction des paiements de transfert aux provinces va beaucoup alourdir le fardeau de nos systèmes de santé. Je viens de la région d'Essex-Windsor. Notre système de santé est mis à rude épreuve. Je sais que le gouvernement ontarien a conclu des arrangements spéciaux pour faire transférer des patients souffrant de problèmes particulièrement chroniques de la région de Windsor à Detroit pour y